

l'adaptation rapide et efficace de la technique industrielle moderne au monde en voie de développement et l'ONUDI a dans ce processus un rôle unique.

59. Le **PRESIDENT** annonce que, en l'absence d'objection, il considérera que la Commission souhaite

adopter le projet de résolution A/C.2/L.1292 sans procéder à un vote.

*Le projet de résolution est adopté.*

*La séance est levée à 12 h 50.*

## 1542<sup>e</sup> séance

Mardi 30 octobre 1973, à 15 h 10.

*Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).*

A/C.2/SR.1542

### POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR

**Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (A/9003/Add.1 [première partie], A/9015, A/9142, A/9213, A/C.2/L.1295) :**

#### a) Rapport du Conseil du commerce et du développement

1. M. PÉREZ GUERRERO (Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) dit que la situation économique mondiale n'est pas sortie de la phase critique d'incertitude qu'elle traverse depuis plus de deux ans. Si le risque de crise aiguë s'est éloigné, le monde n'en vit pas moins dans un état de crise latente due à l'inflation et au flottement des monnaies. La persistance même de ces phénomènes est malsaine et perturbatrice, et bien entendu ce sont les pays pauvres, donc les plus vulnérables, qui sont les plus atteints ou les plus menacés.

2. Cependant, l'occasion est particulièrement propice pour édifier un ordre économique international sur des bases larges et solides en vue de réaliser des objectifs véritablement internationaux. La mise sur pied d'un nouveau système monétaire et les négociations commerciales multilatérales sont les facteurs essentiels de la transformation économique qu'exigent les circonstances et qui doit présenter des avantages substantiels pour tous les peuples. Néanmoins, il serait dangereux de prolonger plus qu'il ne faut la période d'incubation. Quoi qu'il en soit, l'œuvre de rénovation devra s'effectuer dans un cadre institutionnel en harmonie avec les exigences de l'époque actuelle.

3. Pratiquement personne n'est satisfait de la façon dont a commencé la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Sauf exception, les pays riches n'ont pas fait ce qu'ils auraient pu faire pour appliquer la Stratégie internationale du développement [résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale] et, contrairement à ce qu'ils auraient dû faire, ils n'ont pas incorporé les objectifs de la Stratégie dans leurs politiques nationales. La plupart des réserves formulées par les pays riches, dont le rôle a une importance cruciale pour le succès de la Stratégie, continuent à peser sur celle-ci. Il faut espérer que l'Assemblée générale pourra faire entendre sa voix et formuler des directives cohérentes et claires à l'intention de tous les gouvernements, quel que soit leur régime économique et social ou leur degré de développement, mais en par-

ticulier de ceux qui sont à même de fournir une assistance et qui ne doivent pas faire valoir leurs propres difficultés pour lésiner sur leur contribution.

4. Certains font preuve d'un pessimisme défaitiste, mais ce point de vue n'est pas partagé par les gouvernements des Etats Membres représentés à l'Assemblée générale, véritable miroir de la communauté internationale. Le sentiment qui domine, selon M. Pérez Guerrero, est qu'il est possible de saisir l'occasion qui s'offre à l'humanité pour prendre les mesures positives et soutenues qui permettront de sortir de cette situation intolérable d'inégalité et d'injustice qui compromet la paix et la prospérité de tous.

5. Au cours de cette vingt-huitième session de l'Assemblée générale, les gouvernements de pays développés, y compris certains des plus puissants, ont voulu se montrer disposés à insuffler un dynamisme nouveau à l'effort commun de développement. Il convient de reconnaître la valeur de ces expressions en tant que contribution positive au dialogue, puis aux mesures qui seront prises en vue de réaliser les objectifs communs. Plusieurs pays riches, pas les plus riches cependant, ont dans une large mesure réussi à surmonter les obstacles internes et les pressions externes pour assumer leurs responsabilités dans l'effort commun en faveur du développement. Les facteurs qui ont amené ces pays à prendre une telle position devraient normalement amener d'autres pays à se joindre à eux, car en fin de compte c'est la seule façon de prouver qu'ils prennent la notion de solidarité internationale au sérieux.

6. La troisième session de la CNUCED (13 avril-21 mai 1972) a donné le coup d'envoi de la participation des pays en voie de développement aux décisions commerciales, financières et monétaires. Pour ces pays, c'est là le seul moyen de veiller à ce qu'il soit pleinement tenu compte de leurs intérêts. La participation des pays en voie de développement aux travaux du Comité des Vingt dans le cadre du FMI a permis d'élargir l'appui obtenu par les propositions qu'il avait faites, en particulier celle qui a trait au lien entre les droits de tirage spéciaux et le financement supplémentaire en faveur du développement et qui doit être incorporée au système monétaire international pour que celui-ci tienne dûment compte des intérêts de la communauté internationale tout entière. M. Pérez Guerrero est confiant que l'accord réalisé lors de la réunion ministérielle de Tokyo dans le cadre du GATT (12-14 septembre 1973) se traduira par des règles prati-

ques et efficaces qui permettront à la CNUCED, notamment par sa représentation au Comité de négociations commerciales, de participer au déroulement des négociations et d'aider ainsi les pays en voie de développement.

7. M. Pérez Guerrero se félicite que la Déclaration de Tokyo du 14 septembre reconnaisse la nécessité d'offrir aux pays en voie de développement des avantages particuliers dans le domaine du commerce. Du reste, on trouve dans cette déclaration un grand nombre des principes défendus par la CNUCED dans les divers domaines qui intéressent le commerce des pays en voie de développement.

8. L'un de ces principes est que, pour que les pays en voie de développement puissent réduire l'écart qui les sépare des pays développés, ils doivent bénéficier d'un traitement préférentiel. C'est ce principe qui a été mis en pratique pour la première fois lors de la création du système généralisé de préférences. Malheureusement, le système n'est pas encore pleinement appliqué et ne fonctionne pas de manière vraiment satisfaisante, mais il semble aujourd'hui qu'il soit possible d'élargir la base et d'y apporter d'importantes améliorations. Il faut le faire si l'on veut que le système soit plus efficace et profite au plus grand nombre possible de pays en voie de développement. Il doit s'appliquer non seulement aux articles manufacturés mais également aux produits de base transformés et, dans certains cas, aux produits de base eux-mêmes. A propos de ceux-ci, la CNUCED a entrepris d'organiser des consultations intergouvernementales intensives en application de la résolution 83 (III) de la CNUCED<sup>1</sup>, la résolution 7 (VII) de la Commission des produits de base<sup>2</sup> et la résolution 97 (XIII) du Conseil du commerce et du développement [voir A/9015 (troisième partie), annexe I]. M. Pérez Guerrero est sûr que tous les gouvernements intéressés collaboreront au succès des consultations. Le prétendu boom des produits de base ne doit pas servir de prétexte pour relâcher les efforts entrepris en vue de faciliter l'accès de ces produits aux marchés des pays développés à des prix stables, rémunérateurs et équitables.

9. Dans sa déclaration à la treizième session du Conseil du commerce et du développement (*ibid.*, annexe II), M. Pérez Guerrero a souligné le caractère transitoire du boom pour la majorité de ces produits. Les prix, dans certains cas, n'ont subi aucune hausse et, quand il y a une hausse, elle doit être évaluée par rapport à celle, de caractère plus durable, des prix des articles manufacturés importés par les pays en voie de développement. C'est ainsi que certains pays ont vu se détériorer encore davantage les termes de l'échange et qu'un grand nombre d'autres pays risquent de se heurter à un problème analogue.

10. Deux faits importants se sont produits au cours des derniers mois en ce qui concerne les produits de base. Le premier a été l'Accord international de 1972 sur le cacao qui est entré en vigueur le 30 juin 1973. Il ne faut pas relâcher les efforts pour que cet accord s'avère aussi efficace que possible, et il faut espérer que

d'autres pays, y compris les Etats-Unis, y adhéreront le plus tôt possible. L'autre événement important a été l'Accord international sur le sucre qui a été adopté lors de la Conférence des Nations Unies sur le sucre qui s'est achevée le 13 octobre 1973 et qui permettra de conserver le cadre administratif établi en application de l'accord actuel qui expire à la fin de l'année. Il n'a pas été possible d'inclure des dispositions économiques dans l'Accord, mais il a été décidé de poursuivre les efforts dans ce sens et d'assurer ainsi un développement méthodique du commerce du sucre.

11. Si des accords et arrangements de ce genre sont l'aboutissement d'un esprit d'accommodement constructif de la part des consommateurs et des pays producteurs, on s'attend naturellement que les pays riches fassent preuve d'une marge plus importante de compréhension et de réceptivité à l'égard des pays pauvres. Le moment est venu de coordonner les politiques de production, de commercialisation et de financement des produits de base dans l'intérêt de tous et en particulier des pays du tiers monde. Mais il est indispensable d'assurer une offre permanente de ces produits par la création, en particulier, de stocks régulateurs sous des auspices internationaux. Dans cet esprit, la CNUCED participera aux préparatifs et au déroulement de la conférence mondiale de l'alimentation envisagée (point 105 de l'ordre du jour), dans laquelle la FAO, en coopération avec la CNUCED et d'autres organismes, sera appelée à jouer un rôle particulièrement important.

12. Les résultats obtenus dans ces différents domaines ne viendront pas perturber le déroulement des négociations commerciales multilatérales qui se déroulent dans le cadre du GATT. Au contraire, ils devront permettre aux pays en voie de développement d'obtenir des avantages importants. C'est pourquoi on a insisté sur la nécessité d'élargir la portée des négociations visant à promouvoir un ordre économique nouveau, fondé sur une division internationale du travail plus rationnelle et plus juste. Ainsi, la CNUCED a poursuivi ses efforts en vue d'établir un code de conduite des conférences maritimes; on peut espérer que ce code sera adopté avant la fin de l'année. Cet événement sera d'une importance capitale pour les pays en voie de développement: ils pourront ainsi participer aux décisions concernant les transports maritimes internationaux desquelles ils avaient jusqu'à maintenant été presque entièrement exclus.

13. Par ailleurs, on a envisagé la possibilité d'élaborer un code de conduite dans le domaine du transfert des techniques qui tiendrait particulièrement compte des intérêts des pays pour lesquels le transfert des techniques est particulièrement important pour soutenir l'effort de production et d'importation. M. Pérez Guerrero est heureux que le Conseil économique et social ait reconnu le rôle joué par la CNUCED dans ce domaine et dit que celle-ci continuera à collaborer à cet égard avec d'autres organismes des Nations Unies. Les décisions prises au cours de l'année dans ce domaine important permettront à la CNUCED d'étudier de nouvelles possibilités d'action pratique à court terme.

14. Dans le cadre de la refonte du système économique international, il faut citer les efforts convergents entrepris par les organismes des Nations Unies pour évaluer et orienter les activités des sociétés transnationales ou multinationales. C'est là une œuvre

<sup>1</sup> Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, troisième session*, vol. I: *Rapport et annexes* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.73.II.D.4), annexe I.A.

<sup>2</sup> Voir *Documents officiels du Conseil du commerce et du développement, treizième session, Supplément No 2* (TD/B/432), annexe I.

de longue haleine, qui aura des conséquences multiples et importantes pour l'humanité tout entière. Ce faisant, il faudra tenir compte des intérêts des pays en voie de développement, y compris les moins avancés, qui doivent pouvoir exercer véritablement leur souveraineté permanente sur leurs ressources naturelles et ne doivent pas voir réduire leur droit de résoudre leurs propres problèmes, conformément à leurs intérêts et selon une conception saine et dynamique de l'interdépendance internationale. La CNUCED, pour sa part, continuera à participer aux travaux dans ce domaine important qui a des liens étroits avec certaines questions relevant de sa compétence, notamment celle des pratiques commerciales restrictives, dues en grande partie aux sociétés multinationales, et celle que pose le système qui a trait à la distribution et à la commercialisation des produits de base. Si les circonstances qui ont conduit à la création d'associations de producteurs ou d'exportateurs persistent, d'autres formes similaires d'association pourraient apparaître.

15. Consciente de l'interdépendance des courants commerciaux, la CNUCED tente d'insuffler plus de vigueur et une orientation pratique au commerce entre pays dotés de systèmes économiques et sociaux différents. Cet effort revêt un intérêt particulier en cette époque de détente et peut contribuer notablement à renforcer celle-ci. Il est indispensable que la détente ait une portée universelle et profite à tous les pays, y compris les pays en voie de développement, et que les principaux protagonistes aient toujours les intérêts de ces derniers présents à l'esprit.

16. Malgré les épreuves qu'a traversées le monde ces derniers jours, il est réconfortant de voir que la question du désarmement va peut-être entrer dans une phase plus positive, ce qui permettrait de libérer des ressources dont une part importante serait consacrée au développement, comme cela a été proposé pendant la session en cours de l'Assemblée générale.

17. C'est dans le domaine de l'assistance financière que l'écart entre les objectifs de la Stratégie et les résultats obtenus a été le plus grand. Il semble que l'objectif de 0,7 p. 100 du produit national brut fixé pour l'aide publique au développement n'a été qu'à moitié atteint. Toutefois, certains pays ont prévu ou accompli des efforts plus importants pour que cet objectif soit atteint au milieu de la Décennie. Sans ces efforts, qui doivent servir d'exemple, on se trouverait en présence d'une régression significative des courants officiels d'assistance vers les pays en voie de développement.

18. Dans les conditions actuelles de stagnation du transfert réel des ressources et d'insuffisance d'accès aux marchés, le problème de la dette continuera à revêtir un caractère aigu et même obsessionnel. Les créanciers comme les débiteurs sortent perdants des opérations de remboursement, mais les plus faibles perdent relativement plus, comme l'expérience l'a clairement montré. Il faut donc se féliciter que, grâce à un consensus, la CNUCED ait pu confier tous les aspects du problème de la dette à un groupe de travail, le Groupe spécial d'experts gouvernementaux établi aux termes de la résolution 5 (VI) de la Commission des invisibles et du financement lié au commerce<sup>3</sup> au lieu de se contenter d'étudier chaque cas séparément.

19. M. Pérez Guerrero constate avec satisfaction que la formulation d'une charte des droits et devoirs

économiques des Etats, entreprise sur l'initiative du Président du Mexique, en est arrivée au stade de la réalisation. Le Conseil du commerce et du développement a recommandé dans sa résolution 98 (XIII) [voir A/9015 (troisième partie), annexe I], à l'Assemblée générale de poursuivre ces travaux sans relâche, afin de disposer d'un texte qui lui permette de se prononcer sur les questions de fond à sa vingt-neuvième session. Avec l'appui de la communauté internationale, la Charte aura des répercussions d'une importance fondamentale pour tous les peuples, et en particulier pour ceux des pays du tiers monde.

20. Il ressort du rapport du Conseil du commerce et du développement que des progrès ont été accomplis dans l'exécution des résolutions adoptées à la troisième session de la CNUCED. Aux activités qu'a déjà mentionnées M. Pérez Guerrero, il faut ajouter celles qui ont trait à certains groupes de pays dont le développement exige des mesures spéciales, notamment les pays les moins avancés, les pays sans littoral et les pays insulaires. Des progrès notables ont été enregistrés dans ce domaine. Néanmoins, la communauté internationale doit intensifier l'assistance à ces pays. Ce qui vient d'être fait en faveur de la région soudano-sahélienne constitue un exemple frappant de ce qui peut être réalisé grâce à une mise en œuvre coordonnée des moyens dont disposent les organismes des Nations Unies et les autres organisations pour répondre aux demandes des gouvernements intéressés. Il ne s'agissait pas seulement de remédier à une situation d'urgence, mais également de jeter les bases d'une œuvre de grande ampleur, capitale pour l'avenir de toute la région, dont le bas niveau de vie n'avait pas jusqu'à maintenant ému la communauté internationale. Celle-ci ne devrait pas attendre qu'il se produise des catastrophes de cette envergure pour assumer ses responsabilités. En fait, des secteurs entiers de l'humanité sont en état de désastre permanent et des dizaines de millions d'enfants n'ont aucune chance de sortir du cercle vicieux de la misère et du désespoir.

21. On commence à penser qu'il est nécessaire de mettre en pratique le concept d'association solidaire (*partnership*) de tous les pays, chacun agissant en fonction de ses objectifs nationaux et assumant courageusement le rôle qui lui revient sur la scène mondiale. La principale responsabilité du succès d'une telle association revient à ceux qui disposent des ressources les plus importantes : les pays développés et les minorités possédantes qui détiennent encore le pouvoir dans les pays en voie de développement et, dans tous les pays, ce qu'on appelle les classes dirigeantes.

22. En même temps, l'idée de compter sur leurs propres ressources gagne tous les jours du terrain dans les pays du tiers monde. Il ne s'agit pas simplement d'une réaction devant la crise de la coopération internationale mais d'une tentative, de la part des pays en voie de développement, pour mieux mobiliser, mettre en valeur et répartir leurs propres ressources, à l'intérieur de leurs frontières et entre eux, sur le plan régional, sous-régional ou interrégional, parallèlement à l'assistance internationale. Les pays non alignés ont adopté d'importantes résolutions dans ce sens à la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés à Alger (5-9 septembre) et on peut espérer qu'elles ne tarderont pas à avoir un effet salutaire pour la communauté internationale tout entière.

<sup>3</sup> Ibid., Supplément No 4 (TD/B/464), annexe I.

23. C'est essentiellement dans le cadre des organismes des Nations Unies que l'idée de responsabilité commune doit prendre un nouvel élan. L'effort de justice distributive tenté par les pays en voie de développement sur le plan national appelle un effort international dans le même sens, qui présuppose des changements de structure dans les pays en voie de développement et dans les pays développés.

24. Les secousses pénibles que vient de subir le monde et la profonde misère humaine des régions frappées montrent qu'il faudrait établir sans perdre de temps, et avec l'imagination et l'audace nécessaires, un ordre économique international en harmonie avec les saines aspirations de la jeunesse et avec sa participation active.

25. On a insisté sur l'interdépendance des problèmes commerciaux et monétaires et des problèmes relatifs au financement du développement. Le système de commerce et de paiement peut constituer une entrave au développement, comme c'était le cas du système qui est en train de s'effondrer, ou bien il peut stimuler le développement, et on espère que ce sera le cas du nouveau système.

26. Au reste, les problèmes du développement, de l'explosion démographique et de l'environnement sont également interdépendants. On ne peut concevoir de progresser dans l'un de ces domaines si on ne progresse pas parallèlement dans les deux autres.

27. La rareté relative de certaines matières premières, et en particulier la crise de l'énergie, ont montré combien il était urgent d'appliquer une véritable politique internationale en vue d'assurer une utilisation rationnelle et juste des produits de base et des matières premières. La perspective de trouver des ressources au fond des mers ne doit pas empêcher d'agir le plus tôt possible; au contraire, elle doit inciter la communauté internationale à prendre conscience de ses responsabilités et à jeter les bases d'une politique des matières premières. C'est là le seul moyen de faire face aux problèmes que pourrait faire naître cette nouvelle source de ressources naturelles.

28. Le moment approche où l'on procédera à l'évaluation de la Stratégie au milieu de la Décennie. De même, il va bientôt falloir commencer à préparer la quatrième session de la CNUCED à la lumière de l'expérience acquise, en donnant un élan à l'exécution des résolutions déjà approuvées, et particulièrement celles qui l'ont été à la troisième session, dont les résultats significatifs par certains aspects et décourageants par d'autres ont des incidences sur l'effort déployé par le Conseil pour aller de l'avant. Il faut espérer que, à ces deux occasions, les Nations Unies mettront à profit le climat de détente et verront plus clairement la voie qui mène au progrès et au bien-être de tous les peuples, objet des préoccupations des Nations Unies et but de leurs efforts.

*M. González Arias (Paraguay) prend la présidence.*

29. M. GONZÁLEZ GÁLVEZ (Mexique) remercie le secrétaire général de la CNUCED de son exposé et estime que ses observations seront d'une grande utilité pour les membres de la Deuxième Commission. La délégation mexicaine se réserve le droit d'intervenir ultérieurement pour formuler des observations générales sur les travaux du Conseil du commerce et du

développement, dont l'importance a été soulignée par M. Pérez Guerrero.

30. Le représentant du Mexique se félicite des résultats obtenus par le Groupe de travail chargé d'élaborer la charte des droits et des devoirs économiques des Etats et remercie le secrétariat de la CNUCED de l'aide efficace qu'il a apportée au Groupe.

31. Présentant le projet de résolution A/C.2/L.1295 au nom des auteurs, le représentant du Mexique souligne l'importance que revêt à leurs yeux l'élaboration d'une charte des droits et des devoirs économiques des Etats, conformément à la résolution 45 (III) de la CNUCED<sup>4</sup>; cette résolution reprenait d'ailleurs l'idée exprimée à Santiago du Chili par le Président du Mexique, selon laquelle il n'était pas réaliste d'envisager un ordre juridique qui garantisse la stabilité dans le monde si l'on ne délimitait pas les droits et les devoirs des Etats dans le domaine économique.

32. Le préambule du projet de résolution retrace l'historique de la question de l'élaboration d'une charte des droits et devoirs économiques des Etats; dans le paragraphe 1 du dispositif, il est pris acte du rapport du Groupe de travail et des observations qui ont été faites à son sujet à la treizième session du Conseil du commerce et du développement. A ce propos, le représentant du Mexique aimerait rappeler certaines de ces observations, qui lui paraissent importantes. Au nom du groupe de l'Amérique latine, le représentant de la Jamaïque a estimé que le Groupe de travail avait réalisé des progrès considérables en vue d'élaborer un document préliminaire et que les résultats obtenus devraient permettre d'achever l'entreprise dans des délais raisonnables, peut-être à la fin de 1974. Le représentant de la Bulgarie, pour sa part, a estimé qu'il importait d'entreprendre des consultations pour tenir compte des intérêts de tous les groupes de pays. Au nom du groupe africain, le représentant du Kenya a formé l'espoir que le Groupe de travail achèverait ses travaux à la fin de 1974. Enfin, selon le représentant du Danemark, la charte devrait constituer une contribution importante au développement progressif de la coopération internationale dans les domaines économique et social, idée analogue à celle qui figure au paragraphe 4 du projet de résolution.

33. Le représentant du Mexique souligne d'autre part que les membres du Conseil du commerce et du développement ont tous été d'accord sur la nécessité de prolonger le mandat du Groupe de travail, étant donné l'importance de sa tâche. L'objectif fondamental du projet de résolution est de prolonger le mandat du Groupe afin que, compte tenu des progrès réalisés, comme le reconnaît expressément le Conseil du commerce et du développement au paragraphe 341 de son rapport [A/9015 (troisième partie)], le Groupe de travail puisse terminer la tâche qui lui a été confiée et qui constitue un premier pas vers la codification et le développement progressif des principes fondamentaux dans ce domaine. Cette idée n'est pas nouvelle et figure déjà dans des résolutions analogues, notamment dans celles qui visent à confirmer, reconnaître ou développer des principes juridico-politiques généraux. De l'avis de la délégation mexicaine, il importe de prévoir que les

<sup>4</sup> Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, troisième session*, vol. I : *Rapport et annexes* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.D.4), annexe I.A.



choses peuvent évoluer par la suite, surtout si l'on admet la complexité des relations économiques internationales et la difficulté de développer, dans un instrument unique, toutes les normes ou tous les principes nécessaires pour élaborer une réglementation complète et adéquate dans ce domaine.

34. La Charte devra donc être avant tout un document fondamental de caractère universel qui, pour être efficace, devra être accepté, ou du moins toléré, par les principaux groupes d'Etats; cela ne sera possible que si l'on réalise un équilibre délicat entre les droits et les devoirs des Etats, sans toutefois perdre de vue que, si le développement dépend au premier chef du peuple de chaque pays, il est évident que bien souvent les efforts de ces peuples sont entravés par des structures injustes ou des événements extérieurs. En outre, ce document pourrait servir de base à d'autres documents, analogues ou différents, sur d'autres questions.

35. Le représentant du Mexique espère qu'en 1974 le Groupe de travail pourra tenir deux sessions de trois semaines chacune et fait observer qu'en 1973 certains comités ou groupes de travail ont pu tenir des sessions dépassant un mois.

36. M. González Gálvez est conscient des problèmes de procédure qui doivent être résolus, notamment la question de savoir dans quel type de document juridique la charte sera incorporée. Il paraît nécessaire de faire preuve d'une certaine souplesse, à condition de ne pas perdre de vue l'idée fondamentale que l'on élabore des droits et des devoirs. Cette souplesse est nécessaire du fait qu'en droit il est difficile de fixer nettement la forme juridique que doit revêtir l'expression de la volonté d'un Etat pour qu'elle l'engage au niveau international. Aujourd'hui plus que jamais, il semble nécessaire d'entreprendre une révision des sources du droit international afin d'examiner la portée véritable d'une résolution ou d'une déclaration d'un organisme international lorsqu'il se prononce sur l'existence d'un principe général de droit avec l'appui de la grande majorité des Etats Membres. Il faut donc élaborer un document qui ait l'efficacité nécessaire et dont l'application soit aussi large que possible.

37. Pour conclure, le représentant du Mexique signale que les auteurs du projet de résolution souscrivent aux opinions exprimées au Conseil du commerce et du développement sur les progrès accomplis par le Groupe de travail, notamment en ce qui concerne la nécessité de continuer de toute urgence les négociations tendant à réduire le nombre des variantes du projet de charte pour finalement les éliminer.

*M. Gabré-Sellassié (Ethiopie) reprend la présidence.*

38. M. LOHANI (Népal) estime que la communauté internationale a de plus en plus conscience de la nécessité de prendre des mesures concrètes en faveur des pays en voie de développement pour les aider à surmonter les graves difficultés qu'ils rencontrent. Il importe que la structure actuelle des échanges des pays développés soit modifiée pour favoriser l'expansion commerciale des pays en voie de développement. Cela ne pourra se faire que si les pays développés acceptent d'engager le dialogue avec les pays en voie de développement. Ceux-ci devraient en effet avoir le droit de participer pleinement aux prises de décision qui affectent leurs intérêts vitaux. Ils souhaitent tous avoir accès aux marchés des pays développés, mais ils ne

peuvent le faire que si les termes de l'échange que ceux-ci leur accordent leur sont favorables. Or les obstacles rencontrés dans ce domaine ont empêché les pays en voie de développement d'améliorer leurs possibilités commerciales.

39. Le représentant du Népal indique les problèmes particuliers auxquels doivent faire face les pays sans littoral. Comme l'a fait observer le roi du Népal à la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, à Alger, il est très difficile à ces pays d'accélérer leur développement et de participer aux efforts entrepris dans le monde pour édifier un ordre social et économique meilleur. Aussi les pays côtiers devraient-ils envisager de prendre des dispositions particulières garantissant aux pays sans littoral le droit de libre accès à la mer. Ces pays sont en effet très désireux d'accroître leurs exportations et de diversifier leurs échanges commerciaux. Les ressources que les pays sans littoral doivent consacrer au transport des marchandises représentent une part importante de leurs ressources totales et pourraient être affectées à des entreprises plus productives. Dans sa résolution 2971 (XXVII), l'Assemblée générale a reconnu que la situation des pays en voie de développement sans littoral, en raison surtout des frais élevés de transport et de moyens insuffisants et peu commodes en ce qui concerne les transports, l'entreposage et les installations portuaires par la plupart des pays de transit, était un facteur qui freinait sérieusement l'expansion de leur commerce et leur développement économique. C'est pourquoi le roi du Népal a préconisé à Alger la création d'un fonds spécial destiné à subventionner les frais additionnels de transport des pays en voie de développement sans littoral. Le représentant du Népal estime qu'un tel fonds, venant s'ajouter à l'aide financière que reçoivent les pays en voie de développement les moins avancés, permettrait à ceux-ci d'entreprendre des projets pilotes, de créer de petites industries et d'augmenter leur productivité.

40. La délégation népalaise insiste sur la nécessité de prendre des dispositions institutionnelles en vue de mettre en pratique des mesures spéciales en faveur des pays en voie de développement les moins avancés et estime que, si on leur accorde une aide sous forme de prêts et non pas de subventions, il doit s'agir de prêts à long terme et sans intérêt. D'autre part, il est indispensable de réduire le coût du transfert des techniques aux pays économiquement peu avancés afin d'accélérer leur développement.

41. Il faut également espérer que les prochaines négociations commerciales multilatérales qui se tiendront sous les auspices du GATT en 1974 serviront les intérêts des pays en voie de développement; en effet, dans sa conclusion concertée 92 (XII)<sup>5</sup>, le Conseil du commerce et du développement a estimé que l'objectif fondamental de ces négociations serait de développer et de diversifier les exportations de ces pays. Quant à l'Assemblée générale, elle recommande, dans sa résolution 3040 (XXVII), que par les négociations on s'efforce en priorité d'aboutir à ce que des concessions substantielles soient accordées pour les produits de base, y compris les produits transformés et semi-transformés, des pays en voie de développement les moins avancés et des pays en voie de

<sup>5</sup> Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément No 15, première partie, annexe I.

développement sans littoral en vue d'accroître sensiblement les exportations de ces produits. La délégation népalaise demande également aux pays développés d'appliquer un système généralisé de préférences pour les importations d'articles manufacturés et semi-finis en provenance des pays en voie de développement et de l'étendre aux produits agricoles. Le Népal fait en effet partie des pays en voie de développement dont les exportations se limitent à des produits de base. Les pays développés doivent respecter le principe de la non-réciprocité dans ce domaine et supprimer toutes les taxes d'importation qui gênent les exportations de produits de base. De même, il faut que les plus avancés des pays en voie de développement se conforment aux principes du traitement préférentiel sans réciprocité ni discrimination afin de favoriser les exportations de leurs partenaires commerciaux moins avancés. De l'avis de la délégation népalaise, la CNUCED joue un rôle décisif dans la mise au point d'une conception intégrée, car le commerce, le financement du développement et la situation monétaire internationale sont étroitement liés.

42. Pour conclure, le représentant du Népal annonce que sa délégation souhaite se joindre aux auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1295 présenté par la délégation mexicaine.

43. M. MAKEYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que sa délégation a écouté avec intérêt l'exposé du Secrétaire général de la CNUCED et a noté qu'il contenait beaucoup d'idées intéressantes que la Deuxième Commission pourrait utiliser avec profit, notamment dans ses travaux sur la question de l'examen et de l'évaluation.

44. Dans sa politique de développement et de coopération mutuellement avantageuse avec les pays du monde, l'URSS attache une importance cruciale au rôle de la CNUCED. Pour atteindre les buts énoncés lors de la troisième session de la CNUCED, il n'existe pas d'autres moyens que d'aider cette organisation à développer les relations commerciales entre les divers pays du monde sur un pied d'égalité. Au cours des dix dernières années, la CNUCED a réalisé des progrès sensibles dans l'amélioration des relations commerciales internationales, tels que la mise au point du système généralisé de préférences, l'élaboration d'accords internationaux sur les produits, la solution de questions relatives à la navigation maritime et l'adoption de décisions visant à développer la coopération commerciale entre pays à systèmes sociaux différents.

45. La CNUCED a donc réussi à donner le départ à une transformation fondamentale des relations économiques internationales. Il importe désormais de renforcer le processus de normalisation des relations économiques internationales et de lui donner un caractère irréversible. L'URSS résistera à toute tentative tendant à renverser ce processus et défendra les intérêts des pays en voie de développement. La CNUCED doit adopter des positions sans équivoque dans ce domaine. Elle doit également s'efforcer de consolider les résultats positifs obtenus dans les relations bilatérales entre différents pays et de triompher des obstacles aux échanges entre pays à systèmes social et économique différents, ce qui favorisera une division équitable du travail dans le monde et renforcera l'autorité de cette organisation dans le domaine commercial. Un autre moyen de renforcer son autorité et

son efficacité serait de lui faire jouer un rôle plus actif dans les domaines financier et monétaire. La CNUCED ne saurait en effet rester passive dans la crise monétaire que connaît actuellement le monde capitaliste, car cette crise gêne les relations commerciales et économiques internationales et suscite une atmosphère d'agitation et de spéculation. A ce propos, le représentant de l'URSS note avec satisfaction que, dans sa résolution 95 (XII) [voir A/9015 (deuxième partie), annexe I], le Conseil du commerce et du développement a recommandé de renforcer le rôle de la CNUCED dans le domaine monétaire. Organisation universelle et représentative, la CNUCED doit jouer un rôle important dans la préparation de la réforme monétaire et dans la défense des intérêts de tous les pays, et notamment des pays en voie de développement. Elle peut également jouer un rôle de premier plan dans d'autres domaines tels que les travaux préparatoires aux négociations commerciales multilatérales qui doivent se dérouler sous les auspices du GATT.

46. En ce qui concerne l'opération d'examen et d'évaluation des progrès réalisés dans l'application de la Stratégie internationale du développement, la délégation soviétique approuve les idées contenues dans cette stratégie qui sont conformes aux recommandations faites par les pays socialistes figurant dans leurs déclarations communes à la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale<sup>6</sup>, à la troisième session de la CNUCED<sup>7</sup> et à la cinquième session extraordinaire du Conseil du commerce et du développement [voir A/9015 (première partie), annexe I, résolution 94 (S-V), annexe C]. En se fondant sur ces recommandations, la CNUCED contribue à normaliser les relations commerciales entre les pays et à assurer ainsi leur indépendance et leur progrès économique et social.

47. La délégation soviétique est persuadée que les objectifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement ne peuvent être atteints que si le progrès économique va de pair avec la normalisation de la situation politique internationale, le renforcement de la paix dans le monde entier et l'action systématique de tous les Etats pour réaliser un désarmement général et complet. C'est dans cet esprit qu'à la cinquième session extraordinaire du Conseil du commerce et du développement les pays socialistes ont soumis un document énonçant les principes qui doivent régir les relations entre les Etats (*ibid.*). Les pays socialistes appliquent déjà ces principes dans leurs relations avec les pays en voie de développement. Ainsi, l'URSS a supprimé les tarifs douaniers pour toute importation en provenance des pays en voie de développement et s'efforce de développer les importations de matières premières en provenance de ces pays. Les pays membres du CAEM entretiennent des relations commerciales avec 70 pays en voie de développement, dans la plupart des cas sur la base d'accords à long terme. De plus, les possibilités de développer le commerce de l'URSS avec les pays en voie de développement ont été renforcées par l'amélioration de ses relations avec les pays capitalistes. Le commerce avec ces pays a doublé récemment, et les échanges et la coopération

<sup>6</sup> Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-cinquième session, Annexes*, point 42 de l'ordre du jour, document A/8074.

<sup>7</sup> *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, troisième session, vol. I : Rapport et annexes* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.D.4), annexe VIII.G (document TD/154).

s'effectuent sur la base d'accords à long terme de cinq ou dix ans dans les domaines économique, social, scientifique et technique. Il convient de se féliciter que les pays d'Europe occidentale comprennent mieux maintenant les avantages que tous peuvent retirer d'une division internationale plus équitable du travail; toutefois, il existe encore des ennemis de la détente et l'URSS s'oppose catégoriquement à toute tentative de pression dans le domaine commercial visant à s'ingérer dans ses affaires intérieures.

48. La délégation soviétique souligne que, pour toutes les relations économiques et commerciales, il convient d'appliquer le principe de la nation la plus favorisée. Elle constate que toute une série de pays en voie de développement qui participent à un système préférentiel dans l'économie capitaliste n'accordent pas aux pays socialistes les mêmes avantages qu'ils offrent aux pays capitalistes développés. Elle appuie les revendications légitimes des pays en voie de développement selon lesquelles les pays développés doivent leur accorder des préférences en compensation des dommages causés par le colonialisme et le néo-colonialisme. Pour sa part, l'URSS accorde aux pays en voie de développement des préférences dans le domaine du commerce depuis 1966, c'est-à-dire bien avant que les pays occidentaux n'aient commencé à appliquer un système de préférences. La délégation soviétique est convaincue que le renforcement, à la CNUCED, du principe de la nation la plus favorisée n'est en aucune manière incompatible avec le système généralisé de préférences.

49. D'autre part, elle juge nécessaire d'établir une charte des droits et devoirs économiques des Etats et elle a participé aux travaux du Groupe de travail chargé d'en élaborer le texte. Il s'agit d'une tâche extrêmement complexe; si le Groupe de travail s'est mis d'accord sur un certain nombre de questions, il reste encore de nombreux sujets sur lesquels on n'a pu s'entendre. Tous s'accordent à penser que le projet de charte élaboré par le Groupe de travail est un document provisoire qui n'engage vraiment personne. La tâche du Groupe de travail est rendue plus difficile encore par l'existence de forces qui cherchent à conserver leur place privilégiée dans la division internationale du travail; grâce aux efforts concertés de ceux qui cherchent à normaliser les relations internationales, la délégation soviétique est néanmoins persuadée que l'on pourra mettre au point un document qui contribuera à transformer les relations économiques internationales en une coopération internationale entre tous les pays, sur un pied d'égalité, quel que soit leur niveau de développement et leur système économique et social.

50. M. JOSEPH (Australie) souligne tout d'abord les progrès réalisés au cours de l'année écoulée dans les domaines commercial et monétaire. Il semble qu'il y ait maintenant une volonté générale de remédier aux faiblesses des structures commerciales et financières internationales. La croissance rapide des pays industrialisés a eu des effets favorables pour les pays en voie de développement qui ont vu augmenter la demande de leurs exportations de produits de base et de matières premières. Il s'agit sans aucun doute d'un facteur positif dans les relations économiques internationales, encore que la hausse des prix des produits de base contienne certains éléments temporaires et potentiellement réversibles. Si l'opposition habituelle entre pays en voie de développement et pays développés a été

beaucoup moins vive à la treizième session du Conseil du commerce et du développement, on a pu observer des divergences entre groupes de pays appartenant au Groupe des Soixante-Dix-Sept. Il convient certes de les regretter, mais elles ne sont pas vraiment inattendues : comme l'écart qui sépare les pays en voie de développement les moins avancés des plus avancés est supérieur à celui qui sépare la moyenne des pays en voie de développement de celle des pays développés, il est bien normal que les pays en voie de développement aient des intérêts différents. Il y a même lieu de se féliciter de cette tendance dans la mesure où elle signifie que la communauté internationale abandonne peu à peu la polarisation vaine et stérile entre riches et pauvres.

51. Il est cependant regrettable que le Conseil du commerce et du développement, à sa cinquième session extraordinaire, n'ait pas réussi à soumettre au Comité de l'examen et de l'évaluation autre chose que des documents séparés indiquant la position respective des différents groupes de pays [voir A/9015 (première partie), annexe I]. Il faut espérer une meilleure contribution du Conseil à l'opération d'examen et d'évaluation en 1975, et la délégation australienne aurait appuyé la proposition des Philippines tendant à synchroniser l'examen prévu pour le milieu de la Décennie avec la quatrième session de la CNUCED si cette proposition avait été maintenue.

52. La tâche du Groupe de travail chargé d'élaborer une charte des droits et des devoirs économiques des Etats n'est pas facile et il n'a même pas encore commencé à faire la synthèse entre les différents textes proposés. L'Australie, pour sa part, comprend les motifs qui ont incité le Mexique à proposer l'élaboration de cette charte et aborde la question d'une façon constructive. La délégation australienne appuie à ce propos le projet de résolution A/C.2/L.1295.

53. Comme le secrétaire général de la CNUCED et le Président de la BIRD l'ont déjà souligné à plusieurs reprises, l'une des principales difficultés des pays en voie de développement est le fardeau de plus en plus lourd que constitue le service de la dette extérieure. Etant donné que les capitaux privés constituent près de la moitié du courant des ressources des pays développés vers les pays en voie de développement, il est inévitable que la dette extérieure des pays en voie de développement augmente, d'autant plus que ceux-ci s'obstinent à emprunter à des conditions défavorables dans le secteur privé, en particulier sur le marché des eurodollars. Il n'y a pas grand-chose que les gouvernements des pays industrialisés puissent faire à cet égard sinon veiller à ce que l'aide publique au développement qu'ils offrent aux pays en voie de développement soit autant que possible consentie sous forme de dons ou à des conditions très favorables. Le fond du problème n'est pas tant l'augmentation de la dette elle-même que l'augmentation du service de cette dette. En particulier, les pays en voie de développement ont des difficultés à augmenter leurs exportations à destination des pays développés et à obtenir ainsi les devises nécessaires pour financer le service de leur dette.

54. Cette question a été examinée lors de la réunion ministérielle du GATT à Tokyo et l'Australie souscrit aux dispositions de la Déclaration de Tokyo du 14 septembre 1973 qui visent à sauvegarder et à améliorer la situation des pays en voie de développement. Lors des prochaines négociations,

l'Australie se propose de reconnaître et d'appliquer le principe de la non-réciprocité et du traitement préférentiel dans ses relations avec ces pays. En attendant, il appartient aux pays développés de faire de leur mieux pour faciliter les exportations des pays en voie de développement. Pour sa part, l'Australie a récemment révisé et libéralisé son système généralisé de préférences. La majorité des exportations en provenance des pays en voie de développement, y compris la plupart des articles manufacturés et semi-finis, ainsi que les produits primaires transformés, auront désormais une marge de préférence de 10 p. 100 *ad valorem* par rapport au tarif généralement appliqué; cette marge sera progressivement accrue. Ce traitement préférentiel accordé aux pays en voie de développement vient en sus de la diminution de 25 p. 100 de l'ensemble des tarifs douaniers annoncée par l'Australie il y a quelques semaines. Cette mesure devrait rassurer les pays en voie de développement qui craignaient que les réductions tarifaires résultant des négociations multilatérales n'atténuent la marge de préférence dont bénéficient les pays du tiers monde sur le marché des pays développés. D'une façon générale, les conditions des exportations des pays en voie de développement vers l'Australie sont plus favorables qu'elles ne l'ont jamais été.

55. Il est heureux de constater que les négociations commerciales multilatérales ont maintenant pris le départ, après avoir surmonté les obstacles que constituaient la dévaluation du dollar et les divergences entre pays en voie de développement eux-mêmes concernant les mesures à prendre en faveur des pays les moins avancés. Le chemin est encore semé d'embûches, mais il convient de conserver la vitesse acquise afin de parvenir à un accord sur les points essentiels avant la fin de 1975. Les nouvelles négociations diffèrent des précédentes en ce qu'elles visent à progresser bien davantage dans la voie d'une libéralisation du commerce des produits primaires et d'une suppression des obstacles non tarifaires. Vu l'augmentation des recettes d'exportation que les pays en voie de développement peuvent en retirer, cette orientation des négociations commerciales est importante pour ces pays; elle l'est également pour les pays tels que l'Australie, étant donné que les produits agricoles comptent pour plus de la moitié dans ses exportations et les produits minéraux pour un quart. L'Australie reconnaît que des arrangements spéciaux peuvent être indispensables pour certains produits agricoles, mais l'objectif doit consister à permettre aux fournisseurs étrangers de concurrencer normalement les producteurs locaux. Les négociations devraient couvrir tous les produits agricoles et les matières premières sous toutes leurs formes, naturelle, semi-finie ou finie. L'Australie est prête à faire des concessions comparables aux avantages qu'elle peut recevoir.

56. Une façon d'assurer la stabilité des produits primaires est de négocier à leur sujet des accords internationaux couvrant la production, l'accès aux marchés et les prix. Cette question a fait l'objet de négociations intensives à la CNUCED; l'établissement d'une liste de produits qui devront faire l'objet de consultations de cette nature s'est révélé difficile, mais l'Australie est disposée à accepter toute liste généralement acceptable pour les pays en voie de développement. Elle constate avec plaisir que des consultations ont déjà commencé sur certains produits. Le cacao a déjà fait l'objet d'un

accord conclu sous les auspices de la CNUCED et il convient que tous les principaux importateurs de ce produit le ratifient le plus tôt possible.

57. Il faut également espérer que les obstacles aux négociations en vue d'un nouvel accord sur le sucre pourront être supprimés. Les politiques d'importation qui seront finalement adoptées par la CEE auront une influence considérable sur l'avenir du commerce du sucre. Du fait de l'entrée du Royaume-Uni à la communauté, il faudra adopter de nouveaux arrangements concernant le sucre exporté par les pays du Commonwealth. L'Australie a accepté que son contingent aux termes de l'accord sur le sucre entre pays du Commonwealth diminue progressivement pendant la période transitoire suivant l'entrée du Royaume-Uni à la Communauté. Elle estime que les 13 autres producteurs de sucre du Commonwealth, qui sont tous des pays en voie de développement, devront avoir leurs exportations de sucre garanties aux termes des nouveaux accords avec la Communauté. Il s'agit là d'un problème complexe mais dont la solution est extrêmement importante, étant donné que pour la plupart des pays exportateurs il n'existe pas de culture de rechange qui offre les mêmes avantages ni surtout qui crée un aussi grand nombre d'emplois.

58. Dans le domaine monétaire, l'Australie estime qu'il convient d'établir un nouveau système international qui facilite la croissance continue du commerce et de l'industrie. Pour sa part, elle préférerait un système de parité des changes, à condition toutefois qu'il fonctionne; elle serait donc prête à accepter un système qui prévoie non seulement une certaine souplesse mais également la possibilité de taux de change flottants dans certains cas. L'expérience a montré en effet qu'un système de taux de change flottants, bien que loin d'être une panacée, offre certains avantages et qu'en tout état de cause le monde devra s'en contenter tant que des mesures ne seront pas prises pour réduire les courants énormes de capitaux à court terme qui ont provoqué l'effondrement du système monétaire précédent.

59. En ce qui concerne les droits de tirage spéciaux, l'Australie juge qu'ils devront constituer le centre du nouveau système, mais elle est prête à examiner avec compréhension les revendications des pays en voie de développement qui souhaitent qu'on leur en accorde une proportion plus importante. Elle appuie également les demandes de ces pays qui souhaitent que le FMI améliore ses mécanismes de soutien des balances des paiements. A son avis, le Conseil du commerce et du développement devrait se pencher sur la question.

60. L'Australie a suivi avec intérêt les travaux de la CNUCED concernant le transfert des techniques et le Groupe intergouvernemental qui s'occupe de la question envisagera à sa prochaine session, la troisième, s'il y a lieu de créer une commission permanente sur ce sujet et d'établir un code international de conduite du transfert des techniques. L'Australie ne s'oppose pas à cette dernière idée mais elle estime qu'il vaudrait mieux prévoir une série de principes appliqués volontairement plutôt qu'une convention ayant force obligatoire.

61. En ce qui concerne la question de transformer la CNUCED en une organisation internationale générale du commerce, la délégation australienne voit mal ce qu'une organisation de ce genre présenterait comme avantage par rapport à la CNUCED et elle se refuse à voir supprimer le GATT. A son avis, il convient de voir



comment fonctionne le mécanisme établi aux termes de la résolution 80 (III)<sup>8</sup> avant d'envisager de réorganiser la CNUCED.

62. Il faut espérer que la Commission des articles manufacturés terminera ses travaux sur les obstacles non tarifaires dès que possible, de façon que cette question ne soit pas examinée en même temps par la CNUCED et dans le cadre des négociations commerciales multilatérales. D'autre part, l'Australie appuie

l'idée d'établir un code de conduite des conférences maritimes. Enfin, l'Australie, qui figurait au nombre des auteurs de la résolution 101 (XIII) du Conseil du commerce et du développement [voir A/9015 (troisième partie), annexe I], relative aux problèmes des pays insulaires en voie de développement, estime que des mesures à leur égard complèteraient les mesures prises en faveur des pays les moins avancés et des pays sans littoral.

<sup>8</sup> *Ibid.*, annexe I.A.

*La séance est levée à 17 h 25.*

## 1543<sup>e</sup> séance

Mercredi 31 octobre 1973, à 10 h 50.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1543

### POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (*suite*) [A/9003/Add.1 (première partie), A/9015, A/9142, A/9213, A/C.2/L.1295] :

#### a) Rapport du Conseil du commerce et du développement

1. M. CORDOVEZ (Secrétaire de la Commission) déclare, au sujet du projet de résolution A/C.2/L.1295, que dans le texte original espagnol le titre de la résolution 45 (III) de la CNUCED se lisait bien comme le représentant du Mexique l'avait indiqué à la séance précédente; il conviendrait donc qu'il soit libellé en anglais "*Charter of economic rights and duties of States*". Une erreur a été faite lors de la traduction de la résolution 45 (III) ainsi que dans un certain nombre de documents ultérieurs, ce qui explique que le mot "*the*" ait été ajouté entre les mots "*of*" et "*economic*" dans le titre du projet de résolution A/C.2/L.1295. Cette erreur sera immédiatement corrigée.

2. M. GONZÁLEZ GÁLVEZ (Mexique) fait observer qu'afin d'harmoniser les différents textes il conviendrait, dans le projet de résolution, de supprimer le mot "*the*" chaque fois que le projet de charte est mentionné.

3. M. CORDOVEZ (Secrétaire de la Commission) déclare que, pour des raisons d'économie, il ne paraîtra pas de rectificatif au document A/C.2/L.1295. Néanmoins, si les auteurs du projet de résolution en révisent le texte, la correction sera apportée à la version révisée comme elle sera faite de toute façon dans le rapport de la Commission.

4. M. OUDOVENKO (République socialiste soviétique d'Ukraine) déclare que, au cours de l'année écoulée, les activités du Conseil du commerce et du développement ont été marquées par une intensification des efforts visant à résoudre les problèmes posés par les relations économiques et commerciales internationales actuelles. Sa délégation estime que la CNUCED devrait avoir, entre autres, comme principale fonction celle de promouvoir les relations commerciales entre pays à systèmes économiques et sociaux différents, ce à quoi on contribuerait en mettant

en œuvre les "conclusions concertées" de la troisième session de la CNUCED. Par ailleurs, étant donné le climat prometteur actuel, climat de détente qui caractérise les relations internationales, il conviendrait que le Comité de session II poursuive ses activités.

5. Si le principe de l'égalité et des avantages mutuels est strictement appliqué, l'efficacité d'instruments internationaux aussi importants que la charte des droits et des devoirs économiques des Etats s'en trouvera accrue. La délégation de la RSS d'Ukraine est d'avis elle aussi de prolonger le mandat du Groupe de travail chargé d'élaborer cette charte (voir A/9213). La CNUCED pourrait également contribuer à mettre le principe en œuvre en élaborant un code de conduite à l'usage des conférences de lignes ainsi qu'une convention sur les transports internationaux multimodes, en procédant à une enquête sur les activités des compagnies transnationales et sur le contrôle des investissements étrangers.

6. Un des problèmes les plus graves qui se posent en matière de relations commerciales internationales concerne la position des pays en voie de développement dans le cadre de la division capitaliste du travail à l'échelle mondiale. Les pays en voie de développement souffrent toujours plus du fait que le taux de croissance de leurs exportations à destination des pays capitalistes développés ne suit pas l'accroissement du prix des produits finis qu'ils importent de ces mêmes pays. Les forces naturelles du marché continuent de s'exercer au détriment des pays en voie de développement essentiellement parce que leur économie est encore liée à celle des Etats capitalistes industrialisés, qui absorbent les trois quarts de la production des pays du tiers monde. Les puissances industrielles occidentales maintiennent un système de tarifs et de mesures commerciales destinés à perpétuer cette situation. De plus, les relations commerciales des pays en voie de développement avec le monde occidental ont une influence négative sur leur balance commerciale invisible. Il faudrait que la CNUCED étudie systématiquement l'influence qu'exercent les invisibles ainsi que les entrées et les sorties de capitaux, notamment sous forme de bénéfices et de dividendes, sur la situation financière des pays en voie de développement.